



# Introduction

---

« *Les institutions bancaires sont plus dangereuses pour nos libertés que des armées entières prêtes au combat. Si le peuple [...] permet un jour que des banques privées contrôlent sa monnaie, les banques et toutes les institutions qui fleuriront autour des banques priveront les gens de toute possession* ». Les sociologues Michel Pinçon et Monique Pinçon-Charlot ont exhumé ce texte de Thomas Jefferson, le troisième Président des Etats-Unis, pour illustrer leur étude de *L'Argent sans foi ni loi* [1] et des dispositifs par lesquels « *une petite oligarchie s'attribue l'essentiel des revenus* » au prix de la dégradation des conditions de vie du plus grand nombre.

L'influence de l'argent sur l'intégrité de la décision publique est d'ailleurs loin de se limiter aux seules institutions bancaires, ainsi qu'en témoigne la situation que le président démocrate Franklin D. Roosevelt a dû affronter lors de son accession à la Maison Blanche en 1932, une situation qu'il décrit dans son dernier discours en vue de sa réélection en 1936 : « *Le monopole industriel et financier, la spéculation, la banque véreuse, l'antagonisme de classe, l'esprit de clan, le profiteur de guerre [...] avaient commencé à considérer le gouvernement des États-Unis comme un simple appendice à leurs affaires privées. Nous savons maintenant [après la crise financière de 1929] qu'il est tout aussi dangereux d'être gouverné par l'argent organisé que par le crime organisé* ».

L'influence de l'argent sur la décision publique n'est pas non plus le seul à devoir être considéré. Le pouvoir accumulé par quelques-uns et leurs efforts soutenus pour le conserver entrent aussi en ligne de compte. A la suite de la publication de l'ouvrage fondateur du sociologue Charles Wright Mills en 1956, *L'élite au pouvoir ou du pouvoir*, selon les traductions possibles [2], c'est au tour du président Eisenhower de nous mettre en garde, à l'issue de son unique mandat de président des États-Unis : « *Nous ne devons jamais laisser le poids du complexe militaro-industriel mettre en danger nos libertés ou nos processus démocratiques. [...] Nous devons également être attentifs au danger égal et opposé que la politique publique puisse elle-même devenir la captive d'une élite scientifique et technologique* ».

Avec l'expansion financière incontrôlée des années 1990, nous assistons au retour de la confusion entre les affaires publiques et privées et à la captation des systèmes de décision publique au bénéfice d'un petit nombre d'oligarques, des nouveaux « barons-voleurs » [3] qui auraient intégré dans leur cartel les seigneurs de la guerre et de l'ordre public. Leur capacité de façonner la décision collective à leur profit met en péril, d'une part, l'exercice de la souveraineté des peuples, et d'autre part, la confiance du citoyen dans l'action publique. Ni l'un ni l'autre ne peuvent tolérer qu'il existe au sein des institutions des modes d'exercice du pouvoir reposant sur des arrangements auxquels la société civile n'aurait pas accès – l'existence de telles règles tacites n'étant que la traduction d'une forme nouvelle de servitude.

Ce mouvement de concentration oligarchique a bien entendu pénétré le domaine de la santé, ses industries comme ses processus de décision. L'ouvrage que vous tenez entre vos mains propose une compréhension des chemins par lesquels les intérêts particuliers se sont imposés au cours des deux pandémies déclarées au XXI<sup>e</sup> siècle. Deux batailles remportées par l'oligarchie contre la science, contre la démocratie et contre l'intérêt général. Nous voulons ainsi inciter nos concitoyens à se saisir urgemment de ces questions vitales. Si nous devons tolérer un tel noyautage de nos institutions sans réagir, il serait à craindre que la pression de la désinformation et du dénigrement organisés s'accroisse tandis que les moyens de revenir à une décision publique intègre s'amenuisent, au détriment de notre santé et de la permanence de nos institutions. Or, devant les difficultés considérables qui s'annoncent pour préserver notre santé comme l'inspiration démocratique de nos sociétés, nous avons grandement besoin d'institutions robustes et opérationnelles. Restaurer leur intégrité et celle de la décision publique est une condition préalable au succès de toutes les politiques et stratégies publiques que nous pourrions imaginer.

